

16 Economie

«Il faut repenser les rapports avec la Chine»

EUROPE Le rejet de la fusion Alstom-Siemens est vu comme une erreur stratégique, face à la concurrence chinoise. Pour l'économiste Cora Francisca Jungbluth, l'UE doit trouver les outils adéquats pour une compétition dont les acteurs ne respectent pas les mêmes règles

PROPOS RECUEILLIS
PAR DELPHINE NERBOLLIER, BERLIN
@delphnerbollier

Ce mercredi 6 février, la Commission européenne a rejeté le projet de fusion entre le français Alstom et l'allemand Siemens. Ce refus est un coup dur pour Paris et Berlin, qui voyaient dans ce rapprochement l'occasion de créer un champion européen du ferroviaire capable de concurrencer le chinois CRRC. Les Européens s'inquiètent plus que jamais de la montée en puissance de l'économie chinoise. A juste titre? Entretien avec Cora Francisca Jungbluth, économiste à la fondation Bertelsmann et spécialiste des relations économiques germano-chinoises.

La fusion entre Siemens et Alstom n'aura pas lieu. L'Europe va-t-elle perdre la bataille face au chinois CRRC, un géant du ferroviaire? Ne parlons pas de bataille mais d'une compétition entre acteurs économiques au niveau international. Le débat est complexe et concerne tous les secteurs, pas seulement le ferroviaire. Il s'agit maintenant pour l'Union européenne de savoir quelles mesures elle doit prendre pour rester compétitive, dans un contexte où les principaux concurrents, comme la Chine et en partie les Etats-Unis, ne se tiennent pas toujours aux règles internationales. Nous constatons une tendance au protectionnisme dans un contexte mondial difficile auquel il faut ajouter le défi de la numérisation. L'UE doit donc réagir pour trouver sa place dans ce triangle formé avec la Chine et les Etats-Unis. Je pense que nous avons besoin d'une réponse européenne commune au niveau politique.

Justement, mardi, le ministre allemand de l'Economie Peter Altmaier a présenté sa «stratégie industrielle» afin de permettre à l'Etat d'intervenir davantage pour protéger l'industrie allemande de l'appétit chinois. Cela vous semble une réponse adéquate? Cette stratégie reste un premier jet et n'est pour l'instant ni finalisée ni adoptée par le gouvernement. En Allemagne, cette idée est très polémique. Certains y voient le spectre d'une économie planifiée. Les autres y voient une bouée de sauvetage face à la Chine. Je pense que la vérité est entre les deux. Il faut en tout cas sérieusement débattre d'une nouvelle manière d'interagir avec la Chine. Disposons-nous des bons instruments face à un partenaire qui ne respecte pas toujours les mêmes règles que nous? Actuellement, il semble que ceux qui respectent les règles internationales sont sur la défensive.

L'idéologie occidentale de l'économie de marché n'est-elle pas limitée face à la Chine et aux Etats-Unis de Donald Trump? Les Etats-Unis sont aussi une économie de marché «occidentale». Cette forme d'économie a fait ses preuves dans de nombreux pays jusqu'à présent, sous diverses formes et souvent en conjonction avec la démocratie, apportant la prospérité aux populations de ces pays. Cependant, la montée au pouvoir de la Chine a jeté le doute sur ce modèle. Les économies de marché ont besoin de nouvelles réponses à ce défi. Pour l'Allemagne, par exemple, en tant qu'économie sociale de marché, cela signifie que nous devons réfléchir à la manière dont nous pouvons maintenir nos normes

21%

Le cabinet EY constate une baisse de 21% du nombre de transactions chinoises en Europe en 2018.

1%

Les investissements chinois en Allemagne restent limités et correspondent à moins de 1% des investissements directs étrangers totaux.



Une fusion Siemens-Alstom aurait permis de créer un champion européen capable de concurrencer le chinois CRRC. (VOLKER HARTMANN/AFP PHOTO DDP)

sociales, environnementales et du travail élevées sans perdre notre «compétitivité».

INTERVIEW

Que devrait faire l'Allemagne pour être mieux armée, ou protégée? L'Allemagne a déjà réagi, à la suite de l'acquisition il y a trois ans du constructeur de robots industriels Kuka par le chinois Midea. Cela a créé une vraie polémique. Dans la foulée, le gouvernement a modifié sa loi sur le commerce extérieur à deux reprises et peut désormais davantage contrôler les prises de participation d'entreprises étrangères dans des groupes allemands. Il peut intervenir dès que 10% du capital est en jeu, contre 25% auparavant. A une condition toutefois: que cette participation mette en cause la sécurité nationale ou les infrastructures dites critiques, comme l'approvisionnement en eau par exemple. Ces mesures sont dirigées contre la Chine, pour lui rappeler que l'Etat veille au grain.

A l'inverse, une entreprise comme Kuka, si elle avait été chinoise, ne serait jamais tombée dans les mains d'investisseurs étran-

gers. Pékin protège activement ce genre d'entreprises.

Des solutions sont-elles possibles au niveau européen? Oui, l'Allemagne attend beaucoup de l'accord d'investissement qui est en négociation entre l'UE et la Chine depuis plusieurs années. Cela pourrait permettre d'avancer sur la question centrale de l'accès au marché chinois. Actuellement, les investisseurs étrangers qui veulent s'implanter en Chine doivent s'associer avec une entreprise locale dans certains secteurs. Cette question de la réciprocité reste un point de tension entre la Chine et l'Allemagne, mais elle pourrait du moins en partie être résolue par cet accord.

La Chine vous semble-t-elle ouverte? Les négociations traînent... Le gouvernement chinois observe en tout cas de très près les débats actuels en Europe et en Allemagne et nous remarquons certaines avancées. Par exemple, il a annoncé la levée de l'obligation faite aux investisseurs étrangers de former une joint-venture pour l'industrie automobile. La Chine a



CORA FRANCISCA JUNGBLUTH
ÉCONOMISTE,
FONDATION
BERTELSMANN

«Nous devons réfléchir à la manière dont nous pouvons maintenir nos normes sociales élevées sans perdre notre «compétitivité»

aussi facilité le plan de l'accès du marché automobile chinois par la baisse des droits de douane sur les voitures. Mais le rythme d'ouverture ne va pas forcément aussi vite que souhaité par l'UE et par les autres partenaires

internationaux. Mais il nous faut comprendre aussi la perspective chinoise. Depuis les années 1970, la Chine a toujours mené des réformes pas à pas. Elle regarde comment celles-ci fonctionnent dans un secteur avant d'élargir le cadre. Il ne faut pas attendre de grandes réformes du jour au lendemain du système économique chinois. Ce n'est pas la manière de fonctionner du régime. Toutefois, l'abolition de la contrainte de la coentreprise dans le secteur automobile pourrait bien signifier que d'autres secteurs suivront.

L'industrie allemande risque-t-elle vraiment d'être dépassée par la Chine sur le long terme? Dans certains secteurs, c'est déjà le cas! Regardez les cellules de batteries électriques. La Chine est déjà devant. Le chinois CATL implante même une usine en Allemagne pour les constructeurs allemands. D'une manière générale, l'arrivée de nouvelles technologies apporte toujours de nouveaux concurrents. Ce fut le cas dans le passé avec le Japon et la Corée dans le secteur de l'électronique. Le danger n'est pas spéci-

PROFIL

1980 Naissance à Heidelberg.

2007-2011 Doctorat en études chinoises à l'Université de Heidelberg, Allemagne.

2012 Rejoint la Fondation Bertelsmann.

2015 Publication de sa thèse sur l'internationalisation des entreprises chinoises.

2018 Rapport annuel de la Fondation Bertelsmann intitulé «Qui bénéficie le plus de la globalisation?»

2018 Rapport sur les investissements chinois en Allemagne: «La Chine achète-t-elle systématiquement des technologies clés?»

fique à la Chine. La question est plutôt de savoir ce que peut faire l'Allemagne et sur quoi focaliser ses efforts. Actuellement, son Mittelstand (tissu de petites et moyennes entreprises) reste très innovant, par exemple dans l'industrie 4.0. Dans ce domaine, l'Allemagne dispose de vraies forces.

D'un côté les Européens s'inquiètent de la concurrence chinoise, de l'autre le cabinet EY constate une baisse de 21% du nombre de transactions chinoises en Europe en 2018 et une chute de 46% de la valeur des acquisitions. Les craintes seraient-elles injustifiées? Effectivement, quand on se penche sur les investissements chinois en Allemagne, ils restent très limités et correspondent à moins de 1% des investissements directs étrangers accumulés. Donc quantitativement, il est exagéré de s'inquiéter des investissements chinois. Mais tout est dans la qualité de ces investissements. Quelles sont les entreprises visées et quelles sont les relations mutuelles entre l'Allemagne et la Chine dans leurs secteurs respectifs, notamment en ce qui concerne l'accès au marché? C'est là que le bât blesse.

Comment s'explique le recul du nombre d'acquisitions et prises de participation chinoises dans des entreprises européennes? Il y a ici trois principaux facteurs. D'abord, des efforts ont été déployés au niveau européen, mais aussi dans certains Etats membres, comme l'Allemagne, pour surveiller plus étroitement les investissements étrangers. Cela peut amener les investisseurs étrangers à être réticents à prendre des décisions d'investissement. De tels changements peuvent être source d'incertitude. Ensuite, la situation en Chine doit également être prise en considération. Il existe toujours un contrôle des capitaux et une procédure de révision pour les entreprises chinoises souhaitant investir à l'étranger. Enfin, les prises de contrôle à l'étranger sont bien sûr aussi des décisions entrepreneuriales. Cela signifie que les acheteurs chinois doivent trouver une cible qui correspond à l'offre et qu'ils puissent rapporter. La situation actuelle pourrait bien avoir conduit à une diminution du nombre de sociétés vendues à des acheteurs chinois. Toutefois, les chiffres annuels ne doivent pas être surestimés. Ceux-ci sont sujets à des fluctuations régulières. ■